

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**TRANSITION EVERGREEN**

Société anonyme au capital de 20.085.730 euros  
Siège social : 6, Square de l'Opéra-Louis Jouvot – 75009 Paris  
332 525 401 R.C.S. Paris  
(la « **Société** »).

**Avis de réunion valant Avis de convocation**

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont informés qu'une Assemblée Générale Mixte se tiendra le 21 novembre 2025 à 10 heures dans les bureaux du cabinet Winston & Strawn situés 68 rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 Paris.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont informés que la Société a déposé une requête auprès du Président du Tribunal des Activités Economiques de Paris à l'effet d'obtenir une prorogation du délai d'approbation des comptes conformément aux articles L. 225-100 et R. 225-64 du Code de commerce. Les actionnaires seront informés par voie de communiqué, préalablement à la tenue de l'Assemblée Générale Mixte, de la décision du Président du Tribunal des Activités Economiques de Paris.

L'Assemblée Générale Mixte est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

**ORDRE DU JOUR*****De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire***

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
2. Approbation des états financiers IFRS de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
4. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et approbation de ces conventions ;
5. Approbation des informations relatives aux rémunérations des mandataires sociaux mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce ;
6. Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués à Monsieur Lionel Le Maux en qualité de Président du Conseil d'administration puis de Président Directeur Général au cours ou au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
7. Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués à Monsieur Jacques Pierrelée en qualité de Directeur Général au cours ou au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
8. Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux ;
9. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Frédéric Flipo ;
10. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Vincent Robert ;
11. Ratification de la cooptation de Monsieur Bruno Le Moal en qualité d'administrateur ;
12. Ratification du transfert du siège social ;
13. Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ;

***De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire***

14. Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions auto-détenues ;
15. Approbation de l'évolution du statut réglementaire de la Société d'un « autre FIA » en une société holding et modification corrélative des articles 1 « Forme », 8 « Calcul de la valeur liquidative », 20 « Direction Générale » et 22 « Dépositaire » des statuts de la Société ;
16. Modification des articles 16 « Président du Conseil d'administration » et 20 « Direction Générale » des statuts de la Société pour relever la limite d'âge des membres de la direction générale ;
17. Modification des articles 17 « Délibérations du Conseil d'administration » et 20 « Direction Générale » des statuts de la Société en conformité avec les nouvelles dispositions de la loi 2024-537 du 13 juin 2024, dite loi « Attractivité » ;

***De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire***

18. Pouvoirs pour les formalités.

\*                      \*  
\*

**TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS*****De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire*****Première résolution**

*(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux auquel est joint le rapport prévu à l'article L. 22-10-71 du Code de commerce, ainsi que des comptes sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration, approuve les comptes sociaux, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, qui font apparaître un résultat déficitaire net de 56.201.087,04 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

**Deuxième résolution**

*(Approbation des états financiers IFRS de l'exercice clos le 31 décembre 2024)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les états financiers en IFRS, ainsi que des états financiers en IFRS établis par la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration, approuve les états financiers en IFRS établis par la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, qui font apparaître un résultat déficitaire net de 137.409.829,19 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces états financiers et résumées dans ces rapports.

**Troisième résolution**

*(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration et approuvant la proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice, qui s'élève à un montant négatif de 56.201.087,04 euros, au compte « Prime d'émission » pour un montant de 3.207.492,62 euros, ramenant le solde de 3.207.492,62 euros à 0 euro et de reporter le solde sur le compte « Report à nouveau » portant son solde de 0 euro à un solde débiteur de 52.993.594,42 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

**Quatrième résolution**

*(Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et approbation de ces conventions)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conventions et engagements qui y sont décrits.

**Cinquième résolution**

*(Approbation des informations relatives aux rémunérations des mandataires sociaux mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le Rapport Financier Annuel, comprenant notamment les informations relatives à la rémunération versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 aux mandataires sociaux de la Société en raison de leur mandat social, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce, les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce telles que présentées à l'Assemblée Générale dans ledit rapport.

**Sixième résolution**

*(Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués à Monsieur Lionel Le Maux en qualité de Président du Conseil d'administration puis de Président Directeur Général au cours ou au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le Rapport Financier Annuel, comprenant notamment les informations relatives à la rémunération versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à Monsieur Lionel Le Maux à raison de ses mandats de Président du Conseil d'administration puis de Président Directeur Général, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à Monsieur Lionel Le Maux à raison de ses mandats de Président du Conseil d'administration puis de Président Directeur Général, tels que présentés dans ledit rapport.

**Septième résolution**

*(Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués à Monsieur Jacques Pierrelée en qualité de Directeur Général au cours ou au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le Rapport Financier Annuel, comprenant notamment les informations relatives à la rémunération versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à Monsieur Jacques Pierrelée à raison de son mandat de Directeur Général, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à Monsieur Jacques Pierrelée à raison de son mandat de Directeur Général, tels que présentés dans ledit rapport.

**Huitième résolution**

*(Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise de la politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société figurant dans le Rapport Financier Annuel qui a été déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2025, approuve, conformément à l'article L. 22-10-8 II du Code de commerce, la politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société au titre de l'exercice se clôturant le 31 décembre 2025, telle que décrite dans ledit rapport.

**Neuvième résolution**

*(Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Frédéric Flipo)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Frédéric Flipo expire à l'issue de la présente Assemblée Générale, décide de le renouveler pour une période de quatre (4) années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2028.

**Dixième résolution**

*(Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Vincent Robert)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Vincent Robert expire à l'issue de la présente Assemblée Générale, décide de le renouveler pour une période de quatre (4) années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2028.

**Onzième résolution**

*(Ratification de la cooptation de Monsieur Bruno Le Moal en qualité d'administrateur)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, ratifie la cooptation de Monsieur Bruno Le Moal aux fonctions d'administrateur, décidée par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 9 septembre 2025, en remplacement de Monsieur Lionel Le Maux, démissionnaire.

En conséquence, Monsieur Bruno Le Moal exercera ses fonctions pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

### **Douzième résolution**

*(Ratification du transfert du siège social)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration :

1. **prend acte** de la décision du Conseil d'administration de transférer le siège social de la Société du 6, Square de l'Opéra-Louis Jouvet – 75009 Paris au 38, rue des Mathurins – 75008 Paris, avec effet au 24 octobre 2025, et de la modification corrélative de l'article 4 des statuts de la Société ;

2. **ratifie** ladite décision de transfert du siège social de la Société.

### **Treizième résolution**

*(Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants et L. 225-210 et suivants du Code de commerce, du règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014, du règlement délégué (UE) 2016/1052 du 8 mars 2016 et du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), et aux pratiques de marché admises par l'AMF, ainsi que toutes autres dispositions législatives et/ou réglementaires qui viendraient à être applicables :

1. **autorise** le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, à faire acheter par la Société ses propres actions en vue :

- d'animer le marché des titres de la Société, notamment pour en favoriser la liquidité, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF et conclu avec un prestataire de services d'investissement dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- de mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants et L. 22-10-56 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer à titre gratuit des actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants et L. 22-10-59 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer des actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de mettre en œuvre tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ;
- de conserver des actions en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées afin de réduire le capital, dans le cadre et sous réserve d'une autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire en cours de validité ;
- et, plus généralement, de réaliser toute opération autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, étant précisé que la Société en informerait ses actionnaires par voie de communiqué ;

2. **décide** que le prix maximum d'achat ne pourra excéder, hors frais d'acquisition, trente (30) euros (ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie) par action de la Société et que le montant maximum consacré à ces achats ne pourra être supérieur à cinq millions (5.000.000) d'euros.

Le Conseil d'administration pourra toutefois, en cas d'opérations sur le capital social de la Société, notamment de modification de la valeur nominale de l'action ordinaire, d'augmentation de capital par incorporation de réserves suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, ajuster le prix maximum d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action ;

3. **décide** que le nombre maximum d'actions de la Société à acquérir ne pourra à aucun moment excéder 10 % du nombre total des actions composant le capital social de la Société (et 5 % pour les actions acquises en vue de leur conservation et leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport), soit à titre indicatif, et sans tenir compte des actions déjà détenues par la Société, 4.017.146 actions de la Société sur la base du

capital social composé de 40.171.460 actions au 15 octobre 2025, étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital postérieurement à la présente Assemblée Générale ;

4. **précise** que l'acquisition des actions de la Société pourra être effectuée à tous moments, à l'exclusion des périodes d'offre publique sur les titres de capital de la Société, et par tous moyens, sur tout marché ou de gré à gré, y compris par acquisition de blocs, par utilisation de mécanismes optionnels ou par utilisation d'autres instruments financiers dérivés, éventuellement par tous tiers agissant pour le compte de la Société conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-206 du Code de commerce.

Les actions de la Société ainsi acquises pourront être échangées, cédées ou transférées par tous moyens sur tout marché ou de gré à gré, y compris par cession de blocs, conformément à la réglementation applicable ;

5. **confère** tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, en particulier pour juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat et en déterminer les conditions et les modalités, passer tout ordre en bourse, conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et de tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire pour l'application de la présente résolution ;

6. **décide** que la présente autorisation, qui prive d'effet pour l'avenir toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

#### **De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire**

##### **Quatorzième résolution**

*(Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions auto-détenues)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce :

1. **autorise** le Conseil d'administration à procéder à tout moment et sans autre formalité à l'annulation, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions acquises par la Société par suite de rachats réalisés dans le cadre de toute autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire en application de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, dans la limite de 10 % du capital de la Société par période de vingt-quatre (24) mois, étant rappelé que la limite de 10 % susvisée s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital de la Société postérieurement à la présente Assemblée Générale ;

2. **autorise** le Conseil d'administration à réduire corrélativement le capital social et à imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix ;

3. **confère** tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, à l'effet notamment de :

- arrêter le montant définitif de toute réduction de capital, en fixer les modalités et en constater la réalisation ;
- imputer la différence entre la valeur nominale des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves et primes disponibles ;
- effectuer toutes formalités, toutes démarches et déclarations auprès de tous organismes, et en particulier auprès de l'AMF ; et
- d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire pour rendre effective la réduction de capital ;

4. **décide** que la présente autorisation, qui prive d'effet pour l'avenir toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

**Quinzième résolution**

*(Approbation de l'évolution du statut réglementaire de la Société d'un « autre FIA » en une société holding et modification corrélative des articles 1 « Forme », 8 « Calcul de la valeur liquidative », 20 « Direction Générale » et 22 « Dépositaire » des statuts de la Société)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration :

1. **décide** d'approuver l'évolution du statut réglementaire de la Société, laquelle cessera d'être qualifiée de « autre FIA » pour adopter le statut de société holding, conformément à la réglementation en vigueur et aux orientations stratégiques de la Société ;

2. **décide** de modifier les articles 1, 8, 20 et 22 des statuts de la Société afin de supprimer les stipulations devenues obsolètes en conséquence de l'évolution du statut réglementaire de la Société :

3. **décide** de supprimer l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la Société, ce dernier étant désormais rédigé comme suit :

| Rédaction actuelle   | Nouvelle rédaction  |
|--|---|
| <p><b>ARTICLE 1 - « FORME »</b></p> <p><i>La société (la « Société ») est une société anonyme, régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts (les « Statuts »).</i></p> <p><i>Compte tenu de son objet social, la Société entre, conformément à l'article L. 214-24 du Code monétaire et financier, dans la catégorie des « Autres FIA ». En conséquence, la Société a l'obligation de se doter d'une société de gestion (la « Société de Gestion ») et de désigner un dépositaire (le « Dépositaire »).</i></p> | <p><b>ARTICLE 1 - « FORME »</b></p> <p><i>La société (la « Société ») est une société anonyme, régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts (les « Statuts »).</i></p> <p><del><i>Compte tenu de son objet social, la Société entre, conformément à l'article L. 214-24 du Code monétaire et financier, dans la catégorie des « Autres FIA ». En conséquence, la Société a l'obligation de se doter d'une société de gestion (la « Société de Gestion ») et de désigner un dépositaire (le « Dépositaire »).</i></del></p> |

4. **décide** de supprimer dans son intégralité l'article 8 des statuts de la Société :

| Rédaction actuelle  | Nouvelle rédaction  |
|---|---|
| <p><b>ARTICLE 8 - « CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE »</b></p> <p><i>Le calcul de l'actif net et de la valeur liquidative des actions est effectué en tenant compte des règles d'évaluation précisées dans le rapport financier annuel de la Société (ou tout document d'enregistrement ou prospectus publié par la Société) et selon les principes prévus dans les International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV), tels que mis à jour le cas échéant, à chaque date de valorisation.</i></p> <p><i>La valeur liquidative des actions de la Société est établie au moins semestriellement par la Société de Gestion et attestée par les Commissaires aux Comptes.</i></p> <p><i>Il peut également être établi des valeurs liquidatives intermédiaires à titre informatif. Ces valeurs liquidatives intermédiaires sont communiquées aux actionnaires.</i></p> | <p><b>ARTICLE 8 - « <u>[RESERVE]</u> Calcul de la valeur liquidative »</b></p> <p><del><i>Le calcul de l'actif net et de la valeur liquidative des actions est effectué en tenant compte des règles d'évaluation précisées dans le rapport financier annuel de la Société (ou tout document d'enregistrement ou prospectus publié par la Société) et selon les principes prévus dans les International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV), tels que mis à jour le cas échéant, à chaque date de valorisation.</i></del></p> <p><del><i>La valeur liquidative des actions de la Société est établie au moins semestriellement par la Société de Gestion et attestée par les Commissaires aux Comptes.</i></del></p> <p><del><i>Il peut également être établi des valeurs liquidatives intermédiaires à titre informatif. Ces valeurs liquidatives intermédiaires sont communiquées aux actionnaires.</i></del></p> |

5. **décide** de supprimer dans son intégralité l'article 22 des statuts de la Société :

| Rédaction actuelle   | Nouvelle rédaction   |
|--|--|
| <p><b>ARTICLE 22 - « DÉPOSITAIRE »</b></p> <p><i>Le Dépositaire est désigné par le conseil d'administration.</i></p> <p><i>Le Dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la Société. Il doit s'assurer de la régularité des décisions de la Société de Gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles.</i></p> <p><i>En cas de litige avec la Société de Gestion, il informe l'AMF.</i></p> | <p><b>ARTICLE 22 - « <del>[RESERVE]</del> DÉPOSITAIRE »</b></p> <p><del><i>Le Dépositaire est désigné par le conseil d'administration.</i></del></p> <p><del><i>Le Dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la Société. Il doit s'assurer de la régularité des décisions de la Société de Gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles.</i></del></p> <p><del><i>En cas de litige avec la Société de Gestion, il informe l'AMF.</i></del></p> |

6. **décide** de supprimer le paragraphe 4 de l'article 20 des statuts de la Société, le reste de l'article restant inchangé :

| Rédaction actuelle  | Nouvelle rédaction  |
|---|---|
| <p><b>ARTICLE 20 - « DIRECTION GENERALE »</b></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>4- Compte tenu du statut « Autre FIA » de la Société, les décisions d'investissement et de désinvestissement de la Société dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie d'investissement, telle que décrite dans le rapport financier annuel de la Société (ou tout document d'enregistrement ou prospectus publié par la Société), sont prises par la Société de Gestion, à laquelle le Directeur Général donne mandat et tous pouvoirs à cet effet, dans les conditions et selon les modalités prévues par la convention de gestion conclue avec cette dernière.</i></p> <p><i>Le Directeur Général peut également mandater la Société de Gestion et lui donner tous pouvoirs à l'effet de fournir à la Société des prestations et des services de gestion administrative, juridique et comptable dans les conditions et selon les modalités prévues par ladite convention de gestion.</i></p> | <p><b>ARTICLE 20 - « DIRECTION GENERALE »</b></p> <p><i>[...]</i></p> <p><del><i>4- Compte tenu du statut « Autre FIA » de la Société, les décisions d'investissement et de désinvestissement de la Société dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie d'investissement, telle que décrite dans le rapport financier annuel de la Société (ou tout document d'enregistrement ou prospectus publié par la Société), sont prises par la Société de Gestion, à laquelle le Directeur Général donne mandat et tous pouvoirs à cet effet, dans les conditions et selon les modalités prévues par la convention de gestion conclue avec cette dernière.</i></del></p> <p><del><i>Le Directeur Général peut également mandater la Société de Gestion et lui donner tous pouvoirs à l'effet de fournir à la Société des prestations et des services de gestion administrative, juridique et comptable dans les conditions et selon les modalités prévues par ladite convention de gestion.</i></del></p> |

7. **décide** que la numérotation actuelle des statuts de la Société demeurera inchangée.

#### Seizième résolution

(Modification des articles 16 « Président du Conseil d'administration » et 20 « Direction Générale » des statuts de la Société pour relever la limite d'âge des membres de la direction générale)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration :

1. **décide** de relever la limite d'âge du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général à quatre-vingt-cinq (85) ans compte tenu du changement de gouvernance mis en place en septembre 2025 ;



2. **décide** de modifier corrélativement le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 16 des statuts de la Société, qui est désormais rédigé comme suit, le reste de l'article restant inchangé :

| <b>Rédaction actuelle</b>   | <b>Nouvelle rédaction</b>  |
|---|--|
| ARTICLE 16 - « <i>PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</i> »<br><br>1- [...] <i>Quelle que soit la durée pour laquelle elles ont été conférées, les fonctions de Président prennent fin au plus tard à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé tenue dans l'année au cours de laquelle le Président aura atteint l'âge de soixante-dix (70) ans.</i> | ARTICLE 16 - « <i>PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</i> »<br><br>1- [...] <i>Quelle que soit la durée pour laquelle elles ont été conférées, les fonctions de Président prennent fin au plus tard à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé tenue dans l'année au cours de laquelle le Président aura atteint l'âge de <del>soixante-dix (70) ans</del> <u>quatre-vingt-cinq (85) ans</u>.</i> |

3. **décide** de modifier corrélativement le paragraphe 2 de l'article 20 des statuts de la Société, qui est désormais rédigé comme suit, le reste de l'article restant inchangé :

| <b>Rédaction actuelle</b>  | <b>Nouvelle rédaction</b>   |
|--|---|
| ARTICLE 20 - « <i>DIRECTION GENERALE</i> »<br><br>2- [...] <i>Quelle que soit la durée pour laquelle elles ont été conférées, les fonctions du Directeur Général prennent fin au plus tard à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle le Directeur Général atteint l'âge de soixante-dix (70) ans.</i><br><br>[...] | ARTICLE 20 - « <i>DIRECTION GENERALE</i> »<br><br>2- [...] <i>Quelle que soit la durée pour laquelle elles ont été conférées, les fonctions du Directeur Général prennent fin au plus tard à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle le Directeur Général atteint l'âge de <del>soixante-dix (70) ans</del> <u>quatre-vingt-cinq (85) ans</u>.</i><br><br>[...] |

#### Dix-septième résolution

(Modification des articles 17 « *Délibérations du Conseil d'administration* » et 20 « *Direction Générale* » des statuts de la Société en conformité avec les nouvelles dispositions de la loi 2024-537 du 13 juin 2024, dite loi « Attractivité »)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration :

1. **décide** de modifier les articles 17 et 20 des statuts de la Société afin de mettre en conformité les stipulations relatives à la prise de décision du Conseil d'administration par des moyens de télécommunication et par consultation écrite et d'introduire la possibilité de voter par correspondance, conformément aux nouvelles dispositions de la loi 2024-537 du 13 juin 2024, dite loi « Attractivité » ;

2. **décide** que les paragraphes 3 à 6 de l'article 17 des statuts de la société seront désormais rédigés comme suit, le reste de l'article restant inchangé :

| <b>Rédaction actuelle</b>  | <b>Nouvelle rédaction</b>   |
|--|---|
| ARTICLE 17 - « <i>DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</i> »<br><br>[...]<br><br>3- <i>Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents (ou réputés tels en cas de recours au moyen de visioconférence ou de télécommunication).</i> | ARTICLE 17 - « <i>DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</i> »<br><br>[...]<br><br>3- <i>Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents (ou réputés tels en cas de recours au moyen de visioconférence ou de télécommunication).</i> |

| Rédaction actuelle  | Nouvelle rédaction   |
|---|--|
| <p>Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents (ou réputés tels en cas de recours au moyen de visioconférence ou de télécommunication) ou représentés.</p> <p>Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, dont la nature et les conditions d'application sont fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions portant sur les opérations prévues aux articles L. 232-1 et L. 233-16 du Code de commerce.</p> <p>En cas de partage des voix, la voix du président de la séance est prépondérante.</p> <p>Les décisions relevant des attributions propres du conseil d'administration auxquelles il est fait référence à l'article L. 225-37 du Code de commerce peuvent être prises par voie de consultation écrite.</p> <p>4 - Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire et qui mentionne le nom des administrateurs réputés présents.</p> <p>Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux (2) administrateurs au moins.</p> <p>Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du conseil d'administration, le Directeur Général ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.</p> | <p>Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents (ou réputés tels en cas de recours au moyen de visioconférence ou de télécommunication) ou représentés, <u>y compris lorsque ces décisions sont prises par voie de consultation écrite.</u></p> <p>Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, dont la nature et les conditions d'application sont fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. <del>Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions portant sur les opérations prévues aux articles L. 232-1 et L. 233-16 du Code de commerce.</del></p> <p>En cas de partage des voix, la voix du président de la séance est prépondérante.</p> <p><u>4 - Tout administrateur peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont réglementées.</u></p> <p><u>5 - Les décisions relevant des attributions propres du conseil d'administration auxquelles il est fait référence à l'article L. 225-37 du Code de commerce peuvent être prises par voie de consultation écrite. Les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par voie de consultation écrite des administrateurs, y compris par voie électronique. Toutefois, chaque administrateur a la possibilité de s'opposer à cette modalité de prise de décision. Les modalités et délais de la consultation écrite, ainsi que les conditions d'exercice du droit d'opposition des administrateurs, sont précisées dans le règlement intérieur du conseil d'administration.</u></p> <p>6 - Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire et qui mentionne le nom des administrateurs réputés présents.</p> <p>Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux (2) administrateurs au moins.</p> <p>Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du conseil d'administration, le Directeur Général ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.</p> <p><u>Les décisions prises par voie de consultation écrite des administrateurs font l'objet de procès-verbaux conservés dans les mêmes conditions que les autres décisions du conseil d'administration.</u></p> |

3. **décide** que le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 20 des statuts de la société sera désormais rédigé comme suit, le reste de l'article restant inchangé :

| <b>Rédaction actuelle</b>  | <b>Nouvelle rédaction</b>   |
|--|---|
| <p><b>ARTICLE 20 - « DIRECTION GENERALE »</b></p> <p>1- La direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général.</p> <p>Le choix entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visées à l'alinéa précédent est effectué par le conseil d'administration à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Ce mode d'exercice demeure en application jusqu'à décision contraire prise dans les mêmes conditions. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions réglementaires.</p> <p>[...]</p> | <p><b>ARTICLE 20 - « DIRECTION GENERALE »</b></p> <p>1- La direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général.</p> <p>Le choix entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visées à l'alinéa précédent est effectué par le conseil d'administration à la majorité des voix des administrateurs présents <u>(ou réputés présents)</u> ou représentés. Ce mode d'exercice demeure en application jusqu'à décision contraire prise dans les mêmes conditions. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions réglementaires.</p> <p>[...]</p> |

**Dix-huitième résolution**  
(Pouvoirs pour les formalités)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale pour faire tous dépôts, formalités et publications relatifs aux résolutions qui précèdent.

\*                      \*

\*

**MODALITES DE PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE**

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée Générale dans les conditions décrites ci-après, soit en y assistant personnellement, soit en s'y faisant représenter par toute personne physique ou morale de son choix, ou par le Président de l'Assemblée Générale, soit en votant par correspondance.

**A) Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale**

L'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Les actionnaires souhaitant participer à l'Assemblée Générale, s'y faire représenter ou voter à distance, devront justifier de la propriété de leurs actions au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris soit le **19 novembre 2025** à zéro heure, heure de Paris par l'inscription en compte de leurs actions à leur nom, conformément aux conditions prévues à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce.

**B) Modes de participation à l'Assemblée Générale**

1. Les actionnaires désirant assister physiquement à l'Assemblée Générale pourront :

- pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites **au nominatif** :
  - se présenter le jour de l'Assemblée Générale directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité ;
  - demander une carte d'admission :
    - en complétant le formulaire unique de vote, joint à la convocation qui lui sera adressé, en précisant qu'il souhaite participer à l'Assemblée Générale et obtenir une carte d'admission puis le renvoyer daté et signé à l'aide de l'enveloppe T jointe à la convocation auprès de Uptevia - Assemblées Générales - 90-110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex.

- le titulaire d'actions inscrites au nominatif **pur** devra se connecter au site de vote via son Espace Actionnaire à l'adresse suivante <https://www.investors.uptevia.com/> avec ses codes d'accès habituels.
- le titulaire d'actions inscrites au nominatif **administré** devra se connecter au site de vote via le site Vote AG à l'adresse suivante <https://www.voteag.com/> en utilisant son numéro d'identifiant qui se trouve en haut et à droite de son formulaire de vote papier. Dans le cas où l'actionnaire n'est plus en possession de son identifiant et/ou son mot de passe, il peut contacter le numéro suivant 0 800 007 535 depuis la France et +33 1 49 37 82 36 depuis l'étranger.

Après s'être connecté, l'actionnaire au nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission.

○ pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites **au porteur** :

- demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.
- si l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres est connecté au site VOTACCESS, l'actionnaire peut également demander une carte d'admission par voie électronique selon les modalités suivantes :

Après s'être identifié sur le portail internet de cet intermédiaire avec ses codes d'accès habituels, il devra cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions TRANSITION EVERGREEN et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission.

- Pour les demandes par voie postale, l'actionnaire au porteur devra demander à son intermédiaire financier, qui assure la gestion de son compte de titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.

Les demandes de carte d'admission par voie postale devront être réceptionnées par Uptevia, trois jours avant l'Assemblée Générale, au plus tard, selon les modalités indiquées ci-dessus.

Les actionnaires n'ayant pas reçu leur carte d'admission dans les deux jours ouvrés précédant l'Assemblée Générale sont invités à :

- Pour les actionnaires au **nominatif**, se présenter le jour de l'Assemblée Générale, directement aux guichets spécifiquement prévus à cet effet, munis d'une pièce d'identité ;
- Pour les actionnaires au **porteur**, demander à leur intermédiaire financier de leur délivrer une attestation de participation permettant de justifier de leur qualité d'actionnaire au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale.

2. Les actionnaires n'assistant pas personnellement à l'Assemblée Générale et souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée Générale ou à toute autre personne pourront :

○ pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites **au nominatif** :

- soit renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration daté et signé à l'aide de l'enveloppe T, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante Uptevia - Assemblées Générales - 90-110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex.

Les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie papier devront être réceptionnées au plus tard trois jours calendaires avant la date de l'Assemblée Générale ;

- soit transmettre ses instructions de vote, et désigner ou révoquer un mandataire par Internet avant l'Assemblée Générale, sur le site VOTACCESS, dans les conditions décrites ci-après :

Le titulaire d'actions au nominatif **pur** pourra accéder au site de vote via son Espace Actionnaire à l'adresse suivante <https://www.investors.uptevia.com/> en utilisant ses codes d'accès habituels.

Le titulaire d'actions inscrites au nominatif **administré** pourra accéder au site de vote via le site VoteAG à l'adresse suivante <https://www.voteag.com/> en utilisant son numéro d'identifiant qui se trouve en haut et à droite de son formulaire de vote papier. Dans le cas où l'actionnaire n'est plus en possession de son identifiant et/ou son mot de passe, il peut contacter le numéro suivant 0 800 007 535 depuis la France et +33 1 49 37 82 36 depuis l'étranger.

Après s'être connecté, l'actionnaire au nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter, ou désigner ou révoquer un mandataire.

○ pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites **au porteur** :

- demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès de l'intermédiaire qui gère ses titres à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale. Ledit formulaire unique daté et signé devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier et adressé à : Uptevia - Assemblées Générales - 90-110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront être reçus par l'émetteur ou le service Assemblées Générales de Uptevia, au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée Générale.

- si l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres est connecté au site VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire.
- si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire n'est pas connecté au site VOTACCESS, conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du Code de commerce la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

- l'actionnaire devra envoyer un email à l'adresse : [ct-mandataires-assemblees@uptevia.com](mailto:ct-mandataires-assemblees@uptevia.com).
- cet email devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de l'émetteur concerné, date de l'Assemblée Générale, nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant ainsi que les nom, prénom et si possible l'adresse du mandataire, avec le formulaire unique de vote dûment rempli et signé joint au courriel.
- l'actionnaire devra obligatoirement demander à son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titre d'envoyer une confirmation écrite à Uptevia - Assemblées Générales - 90-110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte.

Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard la veille de l'assemblée, à 15h00 (heure de Paris). Aucun mandat ne sera accepté le jour de l'Assemblée Générale.

Pour les propriétaires d'actions au porteur, les Formulaires uniques de vote leur seront adressés sur demande réceptionnée par lettre simple par Uptevia - Assemblées Générales - 90-110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée Générale.

Lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou une carte d'admission, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale.

Le site VOTACCESS sera ouvert à compter du 5 novembre 2025.

La possibilité de voter par Internet avant l'Assemblée Générale prendra fin la veille de la réunion, soit le 20 novembre 2025 à 15 heures, heure de Paris.

Toutefois, afin d'éviter tout engorgement éventuel du site VOTACCESS, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'assemblée pour voter.

Il est précisé que pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire (pouvoir au Président), le Président de l'Assemblée Générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire le choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandat.

**C) Demande d'inscription de points ou de projets de résolutions**

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires devront être adressées au siège social de la société, par lettre recommandée avec accusé de réception, de façon à être reçues au plus tard le vingt-cinquième jour qui précède la date de l'Assemblée Générale, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date du présent avis.

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour doivent être motivées. Les demandes d'inscription de projets de résolutions devront être accompagnées du texte des projets de résolutions assorti, le cas échéant, d'un bref exposé des motifs, ainsi que des renseignements prévus au 5° de l'article R. 225-83 du Code de commerce si le projet porte sur la présentation d'un candidat au Conseil d'administration.

Une attestation d'inscription en compte devra également être jointe à ces demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour afin de justifier, à la date de la demande, de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée conformément aux dispositions de l'article R. 225-71 du Code de commerce. Une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, soit le **19 novembre 2025** à zéro heure, heure de Paris, devra être transmise à la Société.

Le texte des projets de résolution présentés par les actionnaires et la liste des points ajoutés à l'ordre du jour à leur demande seront mis en ligne par la Société, sans délai, dans la rubrique dédiée aux Assemblées Générales sur le site de la Société ([www.transition-evergreen.com/assemblees-generales](http://www.transition-evergreen.com/assemblees-generales)).

**D) Questions écrites**

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-84 du Code de commerce, à compter de la mise à disposition des documents préparatoires et jusqu'au quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, tout actionnaire pourra adresser au Président du Conseil d'administration des questions écrites. Ces questions écrites devront être adressées au siège social de la Société par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier électronique à l'adresse suivante : [RI@transition-evergreen.com](mailto:RI@transition-evergreen.com). Elles devront être accompagnées d'une attestation d'inscription dans les comptes.

**E) Droit de communication des actionnaires**

Les actionnaires pourront se procurer, dans les délais légaux, les documents prévus aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce au siège social.

L'ensemble des documents et informations destinés aux actionnaires dans le cadre de l'Assemblée Générale, en ce compris le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, peuvent être consultés sur le site internet de la Société ([www.transition-evergreen.com/assemblees-generales](http://www.transition-evergreen.com/assemblees-generales)) pendant une période ininterrompue commençant au plus tard le vingt-et-unième (21<sup>ème</sup>) jour précédant l'Assemblée Générale.

**F) Retransmission audiovisuelle**

Conformément à l'article R. 22-10-29-1 du Code de commerce, l'Assemblée Générale fera l'objet, dans son intégralité, d'une retransmission audiovisuelle en direct. Les informations de connexion à la retransmission en direct seront communiquées ultérieurement sur le site internet de la Société.

Un enregistrement de l'Assemblée sera consultable sur le site internet de la Société au plus tard sept jours ouvrés après la date de l'Assemblée Générale et pendant au moins deux ans à compter de sa mise en ligne.

\*\*\*

Le présent avis vaut avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour ou au texte des projets de résolutions